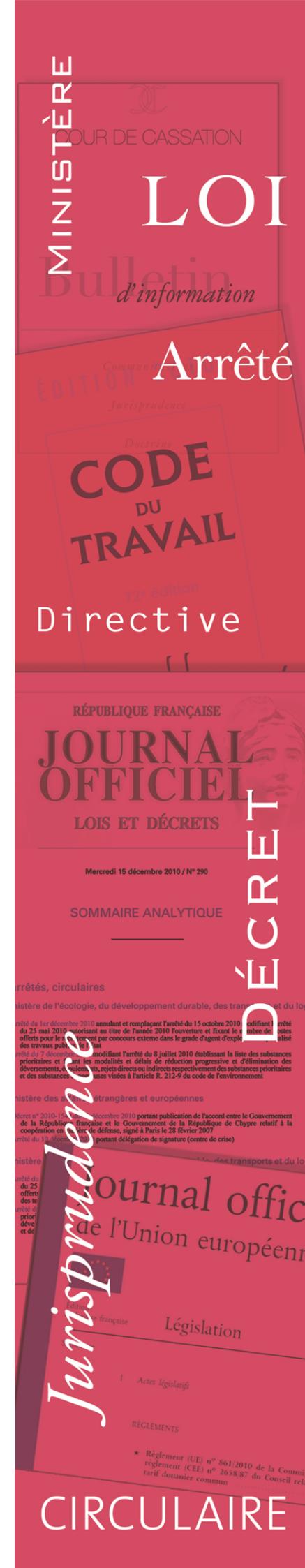


ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2013

PRINCIPAUX
TEXTES OFFICIELS
EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ
parus en 2013



Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 19



Institut national de recherche et de sécurité
pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris
Téléphone 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99
Internet : www.inrs.fr - e-mail : info@inrs.fr

*Textes officiels relatifs à
la santé et la sécurité au travail
parus en 2013*

Prévention - Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES

Sécurité sociale

LOI n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014.
Parlement. Journal officiel du 24 décembre 2013 - pp. 21034-21069.

Tarification

Décret n° 2013-6 du 3 janvier 2013 modifiant les modalités d'application de l'article L. 162-1-14 du Code de la Sécurité sociale relatif aux pénalités financières.
Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 5 janvier 2013 - pp. 403-404.

Arrêté du 29 janvier 2013 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2011 relatif à l'application des articles R. 376-1 et R. 454-1 du Code de la Sécurité sociale.

Ministère chargé des Affaires sociales. Journal officiel du 31 janvier 2013 - pp. 1915-1919.

Arrêté du 20 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2014.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2013 - pp. 21615-21628.

Arrêté du 29 novembre 2013 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles et l'arrêté du 6 décembre 1995 relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du Code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 décembre 2013 - pp. 20147-20165.

Arrêté du 20 décembre 2013 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 2014.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2013 - pp. 21629-21639.

Arrêté du 19 décembre 2013 portant fixation au titre de l'année 2014 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 28 décembre 2013 - pp. 21675-21678.

Arrêté du 13 décembre 2013 portant fixation pour l'année 2014 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion ainsi que dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 22 décembre 2013 - pp. 20921-20922.

Arrêté du 4 décembre 2013 fixant les coûts moyens des catégories d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente mentionnées aux articles D. 242-6-6 et D. 242-34 du Code de la sécurité sociale pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des établissements relevant du régime général et des établissements situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pour l'année 2014.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 8 décembre 2013 - pp. 20016-20017.

Arrêté du 29 novembre 2013 portant modification de l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 décembre 2013 - p. 20165.

Arrêté du 20 décembre 2013 fixant pour 2014 les coûts moyens pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles et fixant le tarif des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2013 - pp. 22290-22291.

Décret n° 2013-1293 du 27 décembre 2013 modifiant les règles d'écrêtement des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des entreprises relevant du régime général et des entreprises situées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2013 - p. 22286.

Arrêté du 10 décembre 2013 fixant pour l'année 2014 les majorations visées à l'article D. 242-6-9 du code de la Sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2013 - p. 21614.

Arrêté du 28 novembre 2013 abrogeant l'arrêté du 4 mai 1987 relatif aux cotisations d'accident du travail dues par les associations intermédiaires.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 décembre 2013 - p. 19976.

Décret n° 2013-564 du 26 juin 2013 fixant les taux des cotisations d'assurance volontaire maladie-maternité et le taux de la cotisation d'assurance accidents du travail et maladies professionnelles dues par les personnes affiliées à la Caisse des Français de l'étranger.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 29 juin 2013 - p. 10797.

LIEUX DE TRAVAIL

Signalisation de sécurité

Arrêté du 3 juillet 2013 abrogeant l'arrêté du 4 août 1982 relatif aux couleurs et signaux de sécurité.

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 6 juillet 2013 - p. 11270.

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Jeunes

Décret n° 2013-914 du 11 octobre 2013 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L. 4153-9 du Code du travail pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 octobre 2013 – pp. 16900-16901.

Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 octobre 2013 – pp. 16901-16903.

Circulaire interministérielle n° 11 du 23 octobre 2013 relative à la mise en œuvre des dérogations aux travaux réglementés pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans.

Ministère chargé du Travail (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>, 38 p.)

Mines et carrières

Arrêté du 4 novembre 2013 relatif au contrôle de l'exposition aux poussières alvéolaires dans les mines et carrières.

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 14 décembre 2013 - p. 20360.

Pompes funèbres

Décret n° 2013-1194 du 19 décembre 2013 relatif à la formation dans le secteur funéraire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 21 décembre 2013 - pp. 20845-20846.

Organisation - Santé au travail

CHSCT

LOI n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi.

Journal officiel du 16 juin 2013 - pp. 9958-9975.

Loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte.

Parlement. Journal officiel du 17 avril 2013 - pp. 6465-6467.

Décret n° 2013-552 du 26 juin 2013 relatif au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et à l'instance de coordination.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 juin 2013 - pp. 10723-10724.

Arrêté du 18 décembre 2013 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique, sociale et syndicale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2013 - p. 21669.

Arrêté du 31 décembre 2012 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 janvier 2013 – p. 726.

Arrêté du 1er juillet 2013 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 juillet 2013 - pp. 12003-12004.

ORGANISMES AGRÉÉS/ACCREDITÉS

Arrêté du 24 décembre 2012 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 janvier 2013 – p. 1279.

Arrêté du 20 décembre 2013 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2013 - p. 21671.

Arrêté du 20 décembre 2013 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2013 - p. 21670.

Arrêté du 24 décembre 2012 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 janvier 2013 – pp. 1279-1280.

Arrêté du 21 décembre 2012 complétant l'arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare (rectificatif).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 février 2013 – p. 3095.

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Surveillance médicale

Décret n° 2013-1151 du 12 décembre 2013 relatif au suivi médical post-professionnel des agents des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 exposés à un agent cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 décembre 2013 (<http://legifrance.gouv.fr>, 3 p.)

Arrêté du 20 juin 2013 fixant le modèle de fiche d'aptitude.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 juillet 2013 - pp. 11109-11110.

Arrêté du 6 mai 2013 relatif aux travaux agricoles nécessitant une surveillance médicale renforcée.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 12 mai 2013 - pp 7973-7974.

Risques chimiques et biologiques

RISQUE BIOLOGIQUE

Laboratoires

Arrêté du 23 janvier 2013 relatif aux règles de bonnes pratiques tendant à garantir la sécurité et la sûreté biologiques mentionnées à l'article R. 5139-18 du Code de la Santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 février 2013 – pp. 2320-2335.

Arrêté du 11 juin 2013 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2013 relatif aux règles de bonnes pratiques tendant à garantir la sécurité et la sûreté biologiques mentionnées à l'article R. 5139-18 du Code de la Santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 juin 2013 - pp. 10531-10546.

Objets perforants

Décret n° 2013-607 du 9 juillet 2013 relatif à la protection contre les risques biologiques auxquels sont soumis certains travailleurs susceptibles d'être en contact avec des objets perforants et modifiant les dispositions relatives à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 juillet 2013 – pp. 11543-11544.

Arrêté du 10 juillet 2013 relatif à la prévention des risques biologiques auxquels sont soumis certains travailleurs susceptibles d'être en contact avec des objets perforants.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 août 2013 - pp. 14799-14801.

Vaccinations

Arrêté du 2 août 2013 fixant les conditions d'immunisation des personnes mentionnées à l'article L. 3111-4 du Code de la Santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel – pp. 13795-13796.

RISQUE CHIMIQUE

Aérosols

Directive 2013/10/UE de la Commission du 19 mars 2013 modifiant la directive 75/324/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux générateurs aérosols afin d'en adapter les dispositions en matière d'étiquetage au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 77 du 20 mars 2013 – pp.20-21.

Rectificatif à directive 2013/10/UE de la Commission du 19 mars 2013 modifiant la directive 75/324/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux générateurs aérosols afin d'en adapter les dispositions en matière d'étiquetage au règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 91 du 3 avril 2013 - p. 16.

Amiante

Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 juillet 2013 – pp. 11350-11351.

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 avril 2013 - pp. 6704-6706.

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 mai 2013 - p. 8332.

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 mars 2013 – pp. 4466-4467.

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 février 2013 – p. 2035.

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant (rectificatif).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 mai 2013 - p. 8332.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 3 juillet 2013 – p. 11086.

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 6 juillet 2013 – pp. 11269-11270.

Décret n° 2013-365 du 29 avril 2013 relatif au suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à l'amiante.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 2 mai 2013 (<http://www.legifrance.gouv.fr>, 2 p.)

Circulaire du 15 mai 2013 portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé.

Ministère chargé de l'Environnement. Non publiée - 8 p.

Arrêtés du 6 février 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 février 2013 – p. 2492, du 14 février 2013 – pp. 2532-2533 et du 15 février 2013 – pp. 2606-2607.

Arrêté du 11 avril 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 avril 2013 - pp. 7146-7147.

Arrêté du 10 mai 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 mai 2013 - pp. 8487-8488.

Arrêté du 10 mai 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 mai 2013 - p. 8488.

Arrêté du 10 mai 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 mai 2013 - pp. 8488-8489.

Arrêté du 2 octobre 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 octobre 2013 – p. 16868.

Arrêté du 2 octobre 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 octobre 2013 – pp. 16868-16869.

Arrêté du 5 novembre 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 novembre 2013 – p.18743.

Arrêté du 5 novembre 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 novembre 2013 – pp.18743-18744.

Arrêté du 5 novembre 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 novembre 2013 – p.18744.

Arrêté du 5 novembre 2013 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 novembre 2013 – p.18816.

Arrêté du 24 décembre 2012 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 janvier 2013 – p. 318.

Arrêté du 21 décembre 2012 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 janvier 2013 – pp. 317-318.

Arrêté du 9 janvier 2013 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels et personnels portuaires assurant la manutention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 15 mars 2013 – p. 4554.

Arrêté du 6 février 2013 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 15 février 2013 - pp. 2605-2606.

Arrêté du 2 octobre 2013 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 octobre 2013 - p. 16869.

Arrêté du 5 novembre 2013 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 novembre 2013 - pp. 18744-18745.

Biocides

Règlement délégué (UE) n° 837/2013 de la Commission du 25 juin 2013 modifiant l'annexe III du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences en matière d'informations à fournir pour l'autorisation des produits biocides.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 234 du 3 septembre 2013 -

Arrêté du 31 janvier 2013 modifiant l'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides aux fins de l'inscription de plusieurs substances actives aux annexes dudit arrêté.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 février 2013 - pp. 2670-2672.

Arrêté du 5 avril 2013 modifiant l'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 avril 2013 - pp. 6945-6946.

Arrêté du 21 août 2013 autorisant provisoirement la mise sur le marché et l'utilisation du dioxyde de soufre.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 7 septembre 2013 - pp. 15113-15114.

Arrêté du 9 octobre 2013 relatif aux conditions d'exercice de l'activité d'utilisateur professionnel et de distributeur de certains types de produits biocides.

*(Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 19 novembre 2013 - pp. 18733-18738.
pp. 1-2.*

Étiquetage

Règlement (UE) n° 487/2013 de la Commission du 8 mai 2013 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 149 du 1^{er} juin 2013 - pp. 1-59.

Rectificatif au règlement (UE) no 487/2013 de la Commission du 8 mai 2013 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 326 du 6 décembre 2013 - p. 53.

Règlement (UE) n° 758/2013 de la Commission du 7 août 2013 rectifiant l'annexe VI du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 216 du 10 août 2013 – pp. 1-58.

Règlement (UE) n° 944/2013 du 2 octobre 2013 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 261 du 3 octobre 2013 – pp. 5-22.

Limitations d'emploi

Règlement (UE) n° 1272/2013 de la Commission du 6 décembre 2013 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 328 du 7 décembre 2013 – pp. 69-71.

Règlement (UE) N° 126/2013 de la Commission du 13 février 2013 modifiant l'annexe XVIII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant

l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 43 du 14 février 2013 – pp. 24-27.

Directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs en ce qui concerne la mise sur le marché de piles et d'accumulateurs portables contenant du cadmium destinés à être utilisés dans des outils électriques sans fil et de piles bouton à faible teneur en mercure, et abrogeant la décision 2009/603/CE de la Commission.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 329 du 10 décembre 2013 – pp. 5-9.

Décision d'exécution n° 2013/505/UE du 14/10/13 autorisant la mesure provisoire prise par la République française de restreindre l'utilisation des sels d'ammonium dans les isolants à base de ouate de cellulose, conformément à l'article 129 du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 275 du 16 octobre 2013 – pp. 52-53.

Décret n° 2013-988 du 6 novembre 2013 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 7 novembre 2013, pp. 18069-18073.

Poussières

Décret n° 2013-797 du 30 août 2013 fixant certains compléments et adaptations spécifiques au Code du travail pour les mines et carrières en matière de poussières alvéolaires.

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 1^{er} septembre 2013 - pp. 14862-14863.

Reach

Règlement (UE) n° 348/2013 de la Commission du 17 avril 2013 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 108 du 18 avril 2013 - pp. 1-5.

Valeurs limites d'exposition professionnelle

Arrêté du 21 juin 2013 supprimant des valeurs limites d'exposition professionnelles indicatives pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 4 juillet 2013 - p. 11143.

Risques physiques et mécaniques

ATMOSPHERES DE TRAVAIL

Ambiances thermiques

Instruction interministérielle DGS/DUS/DGOS/DGCS/DGSCGC/DGT/2013/351 du 26 septembre 2013 relative au guide national de prévention et de gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid 2013-2014.

Ministère chargé de la Santé (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr>, 49 p.)

BTP

Coordonnateur

Avis relatif à l'appel à candidature d'organismes certificateurs pour la certification de qualification des organismes de formation chargés de la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2013 – pp. 1867-1868.

Travaux en hauteur

Avis relatif à l'application du décret n° 96-333 du 10 avril 1996 relatif à la sécurité des consommateurs en ce qui concerne les échelles portables, escabeaux et marchepieds.

Ministère chargé de l'Économie. Journal officiel du 31 juillet 2013 – p. 12848.

Travaux à proximité des réseaux

Arrêté du 15 avril 2013 habilitant les inspecteurs des installations classées pour constater les infractions en matière de préparation et d'exécution de travaux à proximité des réseaux.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 avril 2013 - p. 7217.

PROTECTION INDIVIDUELLE

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 74 du 13 mars 2013 – pp. 7-29.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° C 186 du 28 juin 2013 - pp. 1-23.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 364 du 13 décembre 2013 - pp. 1-24.

RISQUE MÉCANIQUE

Ascenseurs

Décret n° 2013-664 du 23 juillet 2013 relatif au délai d'exécution et au champ d'application des travaux de sécurité sur les installations d'ascenseurs.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 25 juillet 2013 – p. 12391.

Arrêté du 20 août 2013 modifiant l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 29 août 2013 – p 14621.

Arrêté du 20 août 2013 modifiant l'arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 29 août 2013 – pp. 14621-14622

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 265 du 14 septembre 2013 - pp. 12-14.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 323 du 8 novembre 2013 – pp. 1-3.

Installations à câbles

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2000/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 relative aux installations à câbles transportant des personnes.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 268 du 17 septembre 2013 - pp. 1-4.

Machines / équipements de travail

Décision de la Commission du 9 octobre 2013 sur la mesure prise par la Finlande conformément à l'article 11 de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un transporteur à vis pour carottes et choux-raves.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 270 du 11 octobre 2013 – pp. 5-6.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 348 du 28 novembre 2013 – pp. 5-62.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 99 du 5 avril 2013 – pp. 1-64.

Arrêté du 13 juin 2013 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2009 relatif aux conditions d'habilitation des organismes notifiés pour mettre en œuvre les procédures d'évaluation de la conformité des machines.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 26 juin – pp. 10561-10562.

Note technique du 15 mai 2013 relative aux règles de sécurité applicables aux foreuses de géotechnique utilisées dans les travaux de sondages en rotation et verticaux.

Ministère chargé du Travail. (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>, 2p.).

Tracteurs agricoles et forestiers

Règlement (UE) N° 167/2013 du Parlement européen et du Conseil du 5 février 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules agricoles et forestiers.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 60 du 2 mars 2013 – pp. 1-51.

Arrêté du 22 mars 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 1979 fixant les conditions d'application de l'article R. 138 (recodifié R. 311-1) du Code de la route en ce qui concerne la vitesse maximale et le chargement des tracteurs agricoles, des machines agricoles automotrices et de leurs remorques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 avril 2013 - p. 5951.

Arrêté du 22 mars 2013 modifiant l'arrêté du 18 août 1955 relatif au freinage des véhicules automobiles.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 avril 2013 - p. 5951.

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère explosive

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosives.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 40 du 12 février 2013 – pp. 1-9.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosives.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 259 du 7 septembre 2013 – pp. 1-10.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosives.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 319 du 5 novembre 2013 – pp. 6-14.

Atmosphère hyperbare

Annexes de l'arrêté du 30 octobre 2012 relatif aux travaux subaquatiques effectués en milieu hyperbare (mention A), publié au *Journal officiel* n° 290 du 13 décembre 2012 et au *Bulletin officiel* du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social n° 2012-12 du 30 décembre 2012.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel Emploi, Travail, Formation professionnelle, n° 2013/1 du 30 janvier 2013 – pp. 1-349.

Arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 juillet 2013 – pp. 11014-11015.

Champs électromagnétiques

Rectificatif à la directive 2004/40/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques) (dix-huitième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 79 du 21 mars 2013 – p. 36.

Directive 2013/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques) (vingtième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) et abrogeant la directive 2004/40/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 179 du 29 juin 2013 - pp. 1-21.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 297 du 12 octobre 2013 – pp. 1-31.

Décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 décembre 2013 - pp. 20521-20522.

Arrêté du 14 décembre 2013 pris en application du décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 décembre 2013 - pp. 20523-20524.

Eclairage

Circulaire du 5 juin 2013 relative à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels afin de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie.

Ministère chargé de l'environnement. (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>, 7p.).

Equipements sous pression

Arrêté du 17 décembre 2012 portant habilitation d'organismes pour l'application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 4 janvier 2013 – pp. 367-368.

Arrêté du 28 octobre 2013 portant modification de l'arrêté du 15 juin 2012 portant habilitation d'un organisme en application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 décembre 2013 - p. 19675.

Explosion

Décret n° 2013-973 du 29 octobre 2013 relatif à la prévention des risques particuliers auxquels les travailleurs sont exposés lors d'activités pyrotechniques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 octobre 2013 – pp. 17765-17771.

Arrêté du 7 novembre 2013 fixant le contenu de l'étude de sécurité du travail mentionnée à l'article R. 4462-3 et le contenu des consignes de sécurité mentionnées à l'article R. 4462-7 du Code du travail pour les activités pyrotechniques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 décembre 2013 - pp. 20168-20169.

Arrêté du 14 novembre 2013 fixant le contenu de la convention mentionnée à l'article R. 4462-32 du Code du travail pour les sites pyrotechniques multi-employeur.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 décembre 2013 - pp. 20525-20526.

Installations électriques / matériel électrique

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 149 du 28 mai 2013 - pp. 1-90.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 255 du 4 septembre 2013 – pp. 1-103.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 348 du 28 novembre 2013 – pp. 63-157.

Arrêté du 9 juillet 2013 relatif aux dimensions de la zone de voisinage autour d'une pièce nue sous tension.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 juillet 2013 – pp. 12283 – 12284.

Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 modifié relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension (directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006).

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 22 décembre 2013 - pp. 20934-21003.

Rayonnements ionisants

Arrêté du 21 juin 2013 relatif aux conditions de délivrance du certificat et de l'agrément pour les organismes en charge de la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 août 2013 – pp. 13399-13400.

Arrêté du 17 juillet 2013 relatif à la carte de suivi médical et au suivi dosimétrique des travailleurs exposés aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 août 2013 – pp. 13401-13407.

Arrêté du 22 août 2013 portant homologation de la décision n° 2013-DC-0349 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 juin 2013 fixant les règles techniques minimales de conception auxquelles doivent répondre les installations dans lesquelles sont présents des rayonnements X produits par des appareils fonctionnant sous une haute tension inférieure ou égale à 600 kV et abrogation de l'arrêté du 30 août 1991 déterminant les conditions d'installation auxquelles doivent satisfaire les générateurs électriques de rayons X.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 septembre 2013 - pp. 14909-14911.

Arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 décembre 2013 - pp. 20233-20240.

Arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 décembre 2013 - pp. 21227-21237.

RISQUE ROUTIER/TRANSPORT

Permis de conduire

Décret n° 2013-58 du 17 janvier 2013 modifiant le décret n° 2011-1475 du 9 novembre 2011 portant diverses mesures réglementaires de transposition de la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 18 janvier 2013 – pp. 1148-1149.

Arrêté du 21 décembre 2012 modifiant les articles 4 et 8 de l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 1^{er} janvier 2013 – pp. 130-135.

Arrêté du 10 janvier 2013 modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 18 janvier 2013 – pp. 1149-1153.

Arrêté du 30 mai 2013 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 29 juin 2013- pp. 10801-10802.

Arrêté du 27 juin 2013 modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 30 juin 2013- pp. 10937-10952.

Arrêté du 30 août 2013 modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 11 septembre 2013 - p. 15225.

Circulaire du 25 juillet 2013 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs et des candidats au permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr>, 8 p.)

Arrêté du 17 janvier 2013 portant application de l'article D. 222-8 du Code de la route et fixant les conditions et modalités d'obtention du permis de conduire au vu des diplômes, certificats ou titres professionnels de conducteur routier.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 18 janvier 2013 – pp. 1275-1276.

Arrêté du 17 janvier 2013 relatif à la formation requise pour les titulaires de la catégorie B du permis de conduire en vue de la conduite d'un ensemble composé d'un véhicule tracteur relevant de la catégorie B auquel est attelée une remorque dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 750 kilogrammes, lorsque la somme des PTAC du véhicule tracteur et de la remorque est supérieure à 3 500 kilogrammes sans excéder 4 250 kilogrammes.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 18 janvier 2013 – pp. 1276-1277.

Transport de matières dangereuses

Arrêté du 30 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 15 juin 2013 - pp. 9924-9925.

Arrêté du 20 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 décembre 2013 – pp. 22353-22362.

Transport routier

Décret n° 2013-386 du 6 mai 2013 modifiant le décret n° 2007-1340 du 11 septembre 2007 relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports routiers de marchandises ou de voyageurs.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 8 mai 2013 - pp. 7842-7843.

Arrêté du 24 juillet 2013 portant abrogation et modification d'arrêtés d'extension de dispositions générales de prévention des risques professionnels élaborées par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 septembre 2013 - pp. 16028-16029.

Véhicules

Décret n° 2013-180 du 28 février 2013 modifiant l'article R. 233-1 du Code de la route.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 1^{er} mars 2013 – p. 3823.

*Textes officiels relatifs à
l'environnement, la santé
publique et la sécurité civile
parus en 2013*

Environnement

CANALISATIONS DE TRANSPORT

Arrêté du 8 août 2013 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 20 août 2013 – pp. 14143-14147.

PCB

Arrêté du 28 octobre 2013 relatif au contenu du dossier de demande de plan particulier de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 novembre 2013 - p. 18332.

Décret n° 2013-301 du 10 avril 2013 portant diverses dispositions relatives aux déchets.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 avril 2013 - pp. 6019-6022.

FLUIDES FRIGORIGENES

Arrêté du 13 décembre 2012 modifiant certaines dispositions relatives à la délivrance des agréments prévus aux articles R. 541-59 et R. 541-60 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 février 2012 – pp. 2356-2357.

Avis aux organismes agréés par les ministres en charge de l'Environnement et de l'Industrie en application de l'article R. 543-99 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 juillet 2013 – p. 11663.

Arrêté du 10 septembre 2013 renouvelant l'agrément de cinq organismes pour délivrer aux opérateurs les attestations de capacité prévues par l'article R. 543-99 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 15 octobre 2013 – p. 16938.

INSTALLATIONS CLASSÉES

Décret n° 2013-4 du 2 janvier 2013 modifiant diverses dispositions du Code de l'environnement en matière de prévention des risques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 janvier 2012 – pp. 364-365.

Déchets non dangereux inertes

Arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 décembre 2013 - pp. 21358-21367.

Nomenclature

Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 mai 2013 – pp. 7667-7671.

Décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 13 septembre 2013 - pp. 15414-15417.

Décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 décembre 2013 – pp. 21143-21145.

Pressings

Circulaire du 16 août 2013 relative aux installations de nettoyage à sec visées par la rubrique 2345 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement (<http://www.circulaires.legifrance.gouv.fr>, 16 p.)

NANOPARTICULES

Arrêté du 24 janvier 2013 définissant les conditions de présentation et d'instruction des demandes de dérogation relatives à la mise à la disposition du public de la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire, pris en application de l'article R. 523-20 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 février 2012 – p. 2360.

Avis aux entreprises produisant, distribuant et important des substances à l'état nanoparticulaire et aux laboratoires publics et privés de recherche en application de l'arrêté du 6 août 2012 relatif au contenu et aux conditions de présentation de la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 1^{er} janvier 2013 – p. 292.

Santé publique

DISPOSITIF MÉDICAL

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 22 du 24 janvier 2013 – pp. 1-6.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 22 du 24 janvier 2013 – pp. 7-29.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CEE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 22 du 24 janvier 2013 – pp. 30-34.

HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant.

Ministère chargé de l'Économie et des Finances. Journal officiel du 18 octobre 2013 – pp. 11179-11181.

Arrêté du 19 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 8 septembre 1999 pris pour l'application de l'article 11 du décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié portant application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en ce qui concerne les procédés et les produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux.

Ministère chargé de l'Economie et des finances. Journal officiel du 27 décembre 2013 - pp. 21472-21473.

Index des mots-clés

Mots-Clés	Pages	Mots-Clés	Pages
Accident du travail	3-4-5	Lieu de travail	4
Aération	6	Machine	14
Aérosol	7	Maladie professionnelle	3-4-5
Amiante	8-9-10	Matériel électrique	16
Ascenseur	13	Médecine du travail	6
Atmosphère explosive	14	Mine	5-11
Biocide	10	Nanomatériaux	20
BTP	12	Norme	13-14-15-16
Champ électromagnétique	15	Organisme agréé / accrédité	5-6-16
CHSCT	5-6	PCB	19
Coordonnateur	12	Permis de conduire	17-18
DASRI	7	Pompes funèbres	5
Déchet	20	Produit chimique	7-8-9-10-11-12
Dispositif médical	21	Rayonnements ionisants	17
Éclairage	6-15	Risque biologique	7
Environnement	19-20	Signalisation	4
EPI	13	Sécurité routière	17-18
Équipement de travail	14	Sécurité sociale	3-4-5
Equipement sous pression	16	Service de santé au travail	6
Explosion	16	Surveillance médicale	6-18
Fluide frigorigène	19	Tarification	3-4
Fonction publique	6	Tracteur	14
Froid	12	Travail en hauteur	12
Hygiène alimentaire	21	Transport de matières dangereuses	18
Hyperbare	6-14	Transport routier	18
Installation classée	20	Vaccination	7
Installation électrique	16	Valeur limite	12
Jeune	5	Véhicule	14-18